

**L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Madame le Président, la question est à l'étude. Quand nous serons prêts, nous ferons une déclaration à ce sujet.

#### ON DEMANDE AU MINISTRE DE FAIRE UNE DÉCLARATION

**M. Simon de Jong (Regina-Est):** Madame le Président, je voudrais poser une question supplémentaire. Le gouvernement qui a décidé de consacrer 8 milliards de dollars aux programmes de santé et d'hygiène en 1981-1982 n'a prévu que 10 millions de dollars pour l'évaluation des services de santé, ce qui est incroyable. Le budget du Conseil de recherches médicales a été augmenté de 22 p. 100 et je félicite le ministre et le gouvernement d'avoir pris une telle initiative. Il existe des liens étroits entre le PNRDS et le Conseil. Aussi, je demande de nouveau au ministre quand elle annoncera aux chercheurs et scientifiques une augmentation des subventions prévues pour ce programme important et nécessaire.

[Français]

**L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Madame le Président, les crédits budgétaires destinés à la recherche scientifique médicale viennent d'être augmentés de 22 p. 100, comme le député l'a dit.

[Traduction]

D'autre part, comme je l'ai déjà dit, le budget du PNRDS, qui est un autre programme de recherches médicales, est actuellement à l'étude. J'annoncerai demain le budget exact de ce programme. Le député voudra peut-être lire à cet égard les coupures de journaux et le communiqué que je ferai parvenir comme d'habitude à son bureau. Nous nous occupons d'un grand nombre de questions complexes et nous préférons résoudre un problème à la fois.

\* \* \*

## LA RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION

### LE RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE

**L'hon. Ron Huntington (Capilano):** Madame le Président, je voudrais poser ma question au premier ministre. Nous avons entendu le ministre des Finances dire que la solution à une bonne partie du dilemme économique devant lequel est placé notre pays aujourd'hui, se trouve dans l'accroissement de notre productivité. Je pense que pratiquement tous les députés seraient d'accord avec moi sur ce point. Le rapport du Conseil économique sur la réforme de la réglementation indique que notre productivité pourrait sensiblement s'améliorer si l'on réduisait le fardeau de ceux qui produisent des biens et services. Et pourtant, à la veille de la publication de ce rapport nous avons appris que d'après les entretiens qui ont eu lieu au Lac Meach, il ressort que l'on peut s'attendre au même degré élevé d'ingérence ministérielle dans ce secteur qu'au niveau du programme énergétique. Devons-nous en conclure, madame le

### Questions orales

Président, que le gouvernement rejette le rapport du Conseil économique sur la réforme de la réglementation et devons-nous nous attendre à davantage de mesures de restructuration et d'intervention de la part du gouvernement dans notre économie?

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, répondant à une question précédente, j'ai déjà déclaré que les renseignements dont dispose le député sur la réunion du Lac Meach sont complètement fantaisistes et faux.

**Des voix:** Oh, oh!

**Mlle MacDonald:** Ils émanent de Lalonde.

**M. Clark:** Lalonde s'est encore trompé.

**M. Trudeau:** Je regrette que le député ait été mal renseigné.

**M. Clark:** On ne peut jamais croire Lalonde.

### LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

**L'hon. Ron Huntington (Capilano):** Madame le Président, je tiens mes renseignements de l'organe officiel des libéraux, le *Star* de Toronto ou *Star* de Trudeau. Étant donné la réponse du premier ministre, dissiperait-il un peu de la confusion qui persiste dans la politique gouvernementale au sujet de l'importante question de la productivité? Par exemple, selon un article du *Province* de Vancouver de décembre 1975, le premier ministre aurait dit qu'il était «impossible de faire fonctionner le système de libre marché maintenant ou quand le programme de lutte contre l'inflation prendra fin».

Le premier ministre, à son retour du sommet de Bonn, a déclaré:

Nous éliminerons les nombreux programmes et règlements de l'État qui font intrusion dans la vie des particuliers et des entreprises; dans certains cas, cela signifiera que l'on devra remettre des fonctions au secteur privé, dans d'autres, qu'il faudra supprimer les contraintes que le gouvernement fait peser sur les initiatives personnelles.

La situation est grave au Canada. Il est temps que le premier ministre...

**Mme le Président:** A l'ordre, je vous prie. Il est aussi grand temps que la question vienne.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Madame le Président, je disais dans le discours de 1975 auquel le député a fait allusion que le système de libre marché n'était pas parfait et qu'il fallait même le réglementer. C'est exactement la position que prennent aujourd'hui les membres de son propre parti quand ils incitent le ministre de la Consommation et des Corporations à poursuivre sa politique de concurrence afin que nous puissions nous assurer que les pouvoirs monopolistiques qui contrôlent l'économie soient en quelque sorte réglementés par une politique anti-coalitions...

**M. Clark:** Cela touchera-t-il Jack Austin?

**M. Trudeau:** ... pour empêcher le contrôle que le secteur privé a sur l'économie là où le système de libre marché ne joue pas.